

*Initiatives ministérielles*

• (1800)

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais parler des commentaires que mon collègue de Mackenzie a faits aujourd'hui. Il m'a beaucoup intéressé, surtout quand il a parlé de sa province, la Saskatchewan, et qu'il a fait allusion à la sagesse «divine» et aux événements qui seraient dus à l'intervention «divine» du premier ministre de la province, j'imagine. Certains d'entre nous n'ont pas compris tout de suite le jeu de mots.

Je ne peux pas m'empêcher non plus de relever les commentaires du député d'Athabasca qui s'efforçait de justifier la présentation de la motion de clôture par le gouvernement. Il a prétendu que c'était nous qui privions les agriculteurs des prestations auxquelles ils ont droit. Je me sens offensé par ces propos, car je n'ai jamais rien entendu d'aussi loin de la vérité.

Depuis que je siège à la Chambre, j'ai vu bien des cas où le gouvernement actuel a fait ce qu'il voulait sans demander d'abord l'approbation de la Chambre. Il a dépensé des fonds sans faire approuver cette dépense par la Chambre. Il a dépensé environ 10 millions de dollars à faire de la publicité autour de la taxe sur les produits et services dans les journaux de partout au Canada, sans obtenir d'abord l'approbation de la Chambre. Pourtant, le député d'Athabasca vient nous accuser de priver les agriculteurs canadiens des moyens nécessaires pour faire face à leurs engagements financiers. Ce n'est pas tout à fait juste, je tiens à le lui faire remarquer.

Le gouvernement actuel a montré par ses actions qu'il fait presque tout ce qu'il veut, presque au point d'en oublier en quoi consiste le système parlementaire. D'après notre expérience, on dirait qu'il fonctionne selon le régime de gouvernement par l'exécutif, en grande partie à la façon de nos amis des États-Unis. Il semble pouvoir faire tout ce qu'il veut pour ensuite venir demander l'approbation du Parlement.

Le gouvernement semble oublier que dans le système parlementaire, la Chambre doit être saisie des questions de grand intérêt pour le pays afin d'en discuter à fond, dans toute la mesure du possible, pour ensuite procéder à un vote et une fois qu'une majorité s'est exprimée, la mesure est adoptée ou rejetée. Voilà comment fonctionne le système parlementaire sous lequel vit notre pays depuis 1867 et continuera de le faire je suppose, peu importe ce que fait le gouvernement actuel avec le régi-

me de gouvernement par l'exécutif qu'il semble maintenant vouloir donner à notre pays.

A propos de ce régime de gouvernement par l'exécutif et des actions du gouvernement actuel, je voudrais dire quelques mots au sujet de la motion de clôture. Sauf erreur, c'est la neuvième fois au cours de la brève histoire de notre Chambre que le gouvernement restreint ainsi le débat sur un projet de loi. Or, il importe de comprendre ce qui se passe, surtout en ce qui a trait aux répercussions pour les agriculteurs du pays.

Il est tout à fait répréhensible de limiter le débat. Cela montre que le gouvernement n'a aucun respect pour notre chambre, pour la procédure, et pour toutes ces choses que nous parlementaires avons à coeur. Nous espérons qu'après que nous leur aurons fait part de nos réserves, nos vis-à-vis reconsidéreront leurs actions futures à la Chambre et décideront qu'il ne convient pas de mettre un terme au débat sur des questions essentielles qui touchent tous les Canadiens, que ce n'est pas là la façon voulue d'administrer un pays ni de parvenir à un consensus aux fins de l'unité et de l'harmonie du pays, ce à quoi nous tentons tous de parvenir, selon moi.

Cela ne nous surprend pas que nos vis-à-vis suivent cette voie, attendu qu'en présentant ce projet de loi qui touche nos agriculteurs, le gouvernement montre qu'il n'a absolument aucun respect pour toutes les petites villes du pays et les régions rurales. Ce matin, nous avons assisté à une audience sur les transports. Nous parlions alors de VIA Rail et le groupe «Dignité rurale du Canada» a présenté des instances. Lorsqu'on songe à tout ce qui se passe dans les régions rurales du pays à l'heure actuelle, à la fermeture des bureaux de poste ruraux, au démantèlement du service ferroviaire voyageurs et à toutes les autres mesures qui ne touchent pas les villes de Toronto, Montréal et Vancouver, on peut comprendre pourquoi les conservateurs servent simplement les grands centres du pays et méprisent totalement nos petites localités où résident la plupart des agriculteurs du pays.

Lorsqu'on parle d'agriculture au Canada, notre esprit vagabonde immédiatement. Je viens de l'Ontario. Lorsqu'on emprunte la route 401 de Toronto à Windsor, on peut voir tous ces magnifiques champs de maïs et toute cette belle terre noire et les légumes qui y poussent. Les Canadiens peuvent compter sur les fruits et les légumes de la région, de la péninsule du Niagara. Or, les agriculteurs de cette région sont frappés à l'heure actuelle par